CITOYENS AVEC, CONTRE, SANS... LES ÉLUS ?

DE NOUVELLES FORMES DE RELATIONS POUR SORTIR DES CASES

Periferia aisbl
Rue de la Colonne, 1
1080 Bruxelles
contact@periferia.be
+32 (0) 2 544 07 93
www.periferia.be

Rédaction : Periferia aisbl
Conception graphique : Lisa Gilot
Photographies: Periferia et autres (voir références citées) - couverture : Arnaud Bilande
1ère édition - 2018
Toute reproduction autorisée et encouragée sous réserve de citer la source

SOMMAIRE

P.2 A l'aube d'une révolution ?
2 Un système déconnecté des réalités
2 Des positions multiples et opposées
3 Comment faire face ?

P.4 (Re)penser les relations
5 Un jeu d'équilibriste
5 Des relations qui évoluent
8 Des représentations qui évoluent
9 Quelques clés pour trouver son équilibre

P.12 Un monde de changements en cours
12 Ces nouvelles formes d'organisation qui nous obligent à repenser nos relations
10 Des outils qui bousculent notre manière d'interagir
19 Quelques clés pour trouver son équilibre

P.21 Nouvelles expériences, nouveaux concepts, nouvelles attitudes
21 « *Nous sommes tous des élus, tous les élus sont des citoyens.* »
23 La confrontation comme moyen d'entrer en relation
26 Vers une ville collaborative, et des relations "apaisées" ?
30 Quelques clés pour trouver son équilibre

P.32 Une invitation à oser…
32 Rien n'est figé !
32 Droit à l'erreur, mais aussi droit à l'utopie collective
33 Dépasser la somme des intérêts particuliers
33 Se relier, se reconnaître… la technologie peut nous rapprocher, mais pas toute seule
34 Accepter que des questions restent ouvertes

À L'AUBE D'UNE RÉVOLUTION ?

Aujourd'hui, on assiste à l'émergence de nombreuses initiatives, mouvements et mobilisations qui remettent en question les principes mêmes de la représentation politique à travers les partis et la démocratie représentative. Parallèlement à cette remise en question profonde, on observe une "nouvelle" prise de conscience chez les citoyens : « *oui, nous sommes autre chose qu'un pouvoir d'achat* », « *c'est un pouvoir d'agir lorsqu'on se met ensemble !* ».

Un systeme déconnecté des réalités

« Les partis sont toujours en retard sur les idées. »

Cette phrase, on l'entend de plus en plus souvent… Comme d'autres propos qui font état, grosso modo, des mêmes constats : notre "bonne vieille" démocratie serait arrivée en fin de vie. D'ailleurs, il faudrait plutôt parler d'une "particratie" aux mains de quelques-uns. Les scandales à répétition sont venus confirmer ce que beaucoup pensaient depuis longtemps : les partis politiques sont de plus en plus perçus par les citoyens comme des organisations non-démocratiques, trop hiérarchisées et laissant peu de place au débat d'idées. Les hommes et les femmes politiques, peu représentatifs de la diversité de la société, sont souvent vus comme déconnectés de la réalité et accusés d'agir uniquement dans leurs intérêts. Les citoyens ont l'impression de ne pas être entendus. Et encore moins représentés et respectés.

Si le peuple ne se sent plus représenté, ce sont les principes mêmes de la démocratie représentative qui sont mis à mal.

Des positions multiples et opposées

« De toute façon, à quoi bon ? Tout va s'effondrer. »
« Et puis, quoi qu'on fasse, nous serons avalés par le système et récupérés ! »
« A ce stade, mieux vaut sortir du système et s'isoler ! »

Plus largement, c'est une remise en cause de tout un système qui se fait entendre : le néo-libéralisme qui a vidé la nature de ses ressources, au point que beaucoup ne voient plus qu'une seule porte de sortie : l'effondrement.

Un fossé tend à se creuser, à plusieurs niveaux : entre les représentés et les représentants ; entre les médias et les citoyens ; mais aussi, au sein même de la société, avec des franges de la population qui s'affrontent (sur les questions migratoires, par exemple). Tout cela tend à polariser les positions de chacun. Nous nous retrouvons face à des situations où l'on doit alors choisir entre des extrêmes.

Comment faire face ?

Dans ce contexte lourd et peu optimiste, que nous entendons quotidiennement, il nous a semblé essentiel de proposer des clés de lecture, mais aussi de montrer comment sortir du fatalisme.

Periferia a toujours prôné une approche multiple, visant à articuler différents savoirs et points de vue. C'est pourquoi, plutôt que de porter un jugement sur les processus et expériences en cours, nous proposons d'apporter un éclairage sur un certain nombre d'enjeux et de questions qui nous apparaissent essentiels, avec deux fils conducteurs :

- Comment construire des relations équilibrées qui permettent d'arriver à des décisions plus justes, prenant en compte l'ensemble des acteurs de la société, y compris ceux qu'on entend le moins ?
- En quoi les relations permettent-elles de créer de la transformation sociale et sociétale ?

A travers cette publication, nous avons souhaité questionner la place et le rôle qu'occupent, non seulement des associations comme la nôtre, mais aussi plus largement l'ensemble des acteurs de ces changements. Dans ce paysage en pleine recomposition, aux questions émergentes au travers des expériences menées en matière de participation et aux différentes postures que chacun d'entre nous peut adopter, nous traçons cette publication à travers un (dé)tour qui nous emmène au cœur des relations que nous tissons et de leur cadre. Pour aller plus loin encore, nous tenterons de mettre en perspective des changements importants qui nous obligent à repenser nos modes d'organisation et nos formes d'échange. Afin de se raccrocher à des expériences plus concrètes, nous explorerons plusieurs manières de faire à partir de quelques expériences de terrain très différentes.

Tout au long du texte, nous proposons des pages intitulées "**Quelques clés pour trouver son équilibre**" ; celles-ci cherchent à donner au lecteur des balises pour se positionner de manière plus nuancée entre le "pour" et le "contre".

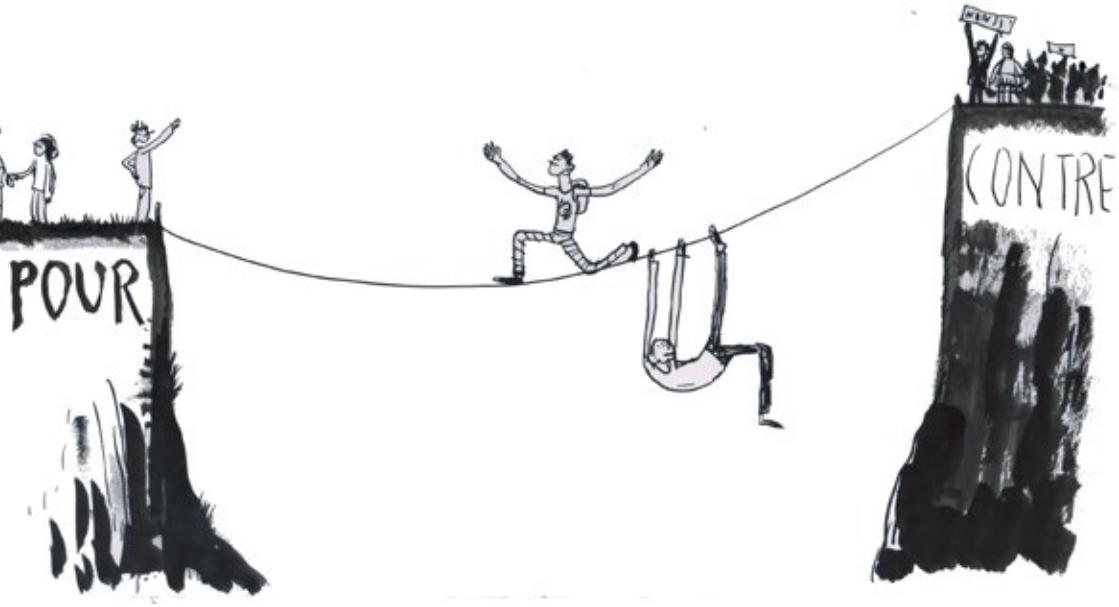
(RE)PENSER LES RELATIONS

« Si tu n'es pas pour, alors tu es contre. »

Ces attitudes donnent l'impression d'être face à des choix cornéliens, manichéens : il faut choisir son camp. Soit on lutte "contre" le système, soit on en fait partie et on collabore avec…

La réalité est évidemment bien plus complexe et nuancée.

Pourtant, prenons d'abord un peu le temps de nous mettre à distance de situations spécifiques, et approfondissons la question des relations pour les analyser plus finement et leur donner sens.



UN JEU D'ÉQUILIBRISTE

Sur le terrain, on peut observer une diversité de positionnements et de relations qui évoluent au fil du temps, des évènements. Certains collectifs fonctionnent de manière complétement indépendante des pouvoirs publics, sans aucun soutien et revendiquent cette indépendance sans pour autant être en opposition. D'autres collaborent sur des projets et se retrouvent en opposition à certains moments sur d'autres sujets. Enfin, d'autres encore bénéficient de soutien tout en s'opposant. Malgré tout cela, beaucoup de personnes se jettent à l'eau, essayent de créer du "commun" et sont amenées, à un moment ou l'autre, à devoir se mettre en lien avec les pouvoirs publics.

La plupart des luttes mène à devoir, un jour, faire des compromis pour s'accorder sur ce que l'on veut et la manière de le faire. Collaborer ne veut pas forcément dire "s'écraser" et renier ses valeurs. Quelles relations est-il possible de créer où chacun se sente respecté et entendu ?

Les personnes élues sont des humains avant d'être représentantes. Elles ont leur histoire, leur vécu et leur sensibilité. Dans le cadre de leurs fonctions, elles/ils doivent composer avec un certain nombre de contraintes : participation à des coalitions regroupant plusieurs "sensibilités", procédures parfois lourdes et longues... Comme tout un chacun !

En tant que citoyens, travailleurs, militants, élus, il est parfois difficile de savoir comment se positionner. Les relations humaines, elles (se) vivent, grandissent et évoluent en fonction de multiples facteurs. C'est ce qui fait la complexité – et parfois la richesse – des interactions, et pas uniquement entre citoyens et élus, mais aussi au sein même des organisations, même les plus informelles. Il faut constamment osciller entre différentes postures et s'adapter, sans pour autant se perdre dans ce jeu d'équilibriste. Difficile d'être uniquement pour ou contre. Difficile aussi d'y voir clair par moment…

DES RELATIONS QUI ÉVOLUENT

Au-delà de tous les éléments abordés ci-avant, on assiste à d'autres (r)évolutions, notamment au niveau des communications avec l'avènement des nouvelles technologies qui ont profondément changé nos façons d'agir et de communiquer : on peut interpeller un ministre, un bourgmestre ou un échevin directement, et celui-ci répondra presque dans la minute. Un post sur Facebook peut devenir viral en quelques heures et avoir un énorme impact. La communication est omniprésente, avec tout ce que cela comporte de bons côtés (possibilité de signaler rapidement des problèmes, renforcer les liens, débattre directement…), comme de moins bons côtés (harcèlement, menaces, insultes…). Ces nouvelles façons de communiquer transforment inévitablement nos relations.

Cependant, il ne faut pas confondre "relation" et "communication". Pour la psychologie sociale, « *la communication est un des modes d'expression de la relation, c'est un moyen à travers lequel des relations se construisent et se développent. La relation fait référence à quelque chose de plus fondamental ; c'est une caractéristique de notre être en tant qu'il se définit comme lien à autrui.* »
(Le concept de relation en psychologie sociale, Recherche en soins infirmiers N" 56, Gustave-Nicolas Fischer, 1999).

Il ne suffit donc pas de bien savoir communiquer pour établir une bonne relation. Même si la communication est un élément central, qui régulièrement apparaît au cœur des problèmes relationnels, le choix des mots et la façon de s'exprimer ont leur importance dans une relation.

« Ce qui a fait la différence entre l'Homo sapiens et le reste des espèces, c'est sa capacité à coopérer en grand nombre qui lui permet de créer des systèmes sociaux, politiques, économiques... Les grands mammifères peuvent communiquer de manière flexible, mais ils ne le font qu'avec un nombre limité de congénères, au maximum 50 ou 100 individus. A contrario, les insectes sociaux savent coopérer en grand nombre, mais sans jamais changer leurs règles. Les fourmis et les abeilles ne se sont jamais rassemblées pour décapiter leur reine, et mettre en place un autre mode de gouvernance. »

Interview de Yuval Noah Harari, Sapiens ou le berceau de l'humanité, 22 novembre 2016

> S'équiper de "nouvelles" lunettes à 360 degrés

Comme nous l'avons affirmé, le monde et les relations ne peuvent se résumer de façon binaire. Nous devons nous équiper de lunettes à plusieurs dimensions si on souhaite pouvoir trouver de nouvelles perspectives et de nouvelles postures.

L'approche intégrale de Wilber donne des clés intéressantes qu'il est possible d'utiliser pour mieux comprendre nos relations et le monde qui nous entoure. Comme l'explique Jacques Ferber, sur le site d'Etincelle consacré à l'écologie relationnelle et l'intelligence collective[1], *« cette grille de lecture permet d'appréhender une situation ou un évènement selon des perspectives complémentaires : quels sont les faits et les comportements observés (quadrant Individuel-Extérieur), comment cela est analysé, vécu et ressenti par une personne (quadrant Individuel-Intérieur), quelle est l'organisation sociale qui sert de cadre à cette situation ou cet événement (quadrant Collectif-Extérieur) et enfin quelles sont les représentations sociales, les mentalités qui sont présentes au niveau collectif (quadrant Collectif-Intérieur).*

Prenons un exemple assez simple, le domaine de la maladie et de la santé :

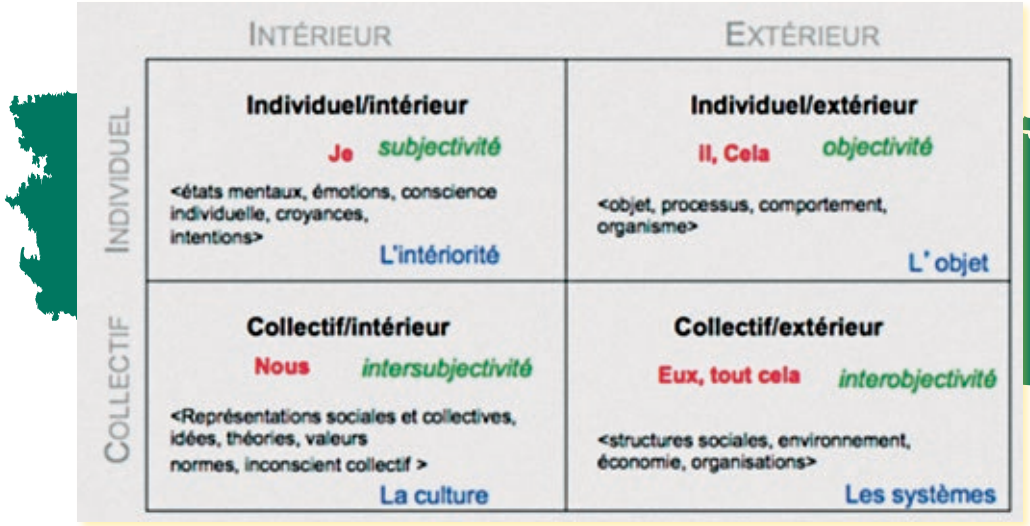
- *Dans le quadrant individuel intérieur (I-I) se trouve ce que ressent le patient : j'ai mal, j'ai peur, je suis fatigué, etc. C'est la vision à la 1ère personne : comment cela m'affecte ? qu'est-ce que je ressens ? est-ce douloureux ? et comment je vis avec cette maladie ?*

- *Le quadrant individuel extérieur (I-E) correspond aux symptômes, aux causes, aux examens que l'on peut faire sur cette maladie, les remèdes possibles… c'est-à-dire à la maladie envisagée depuis une perspective extérieure et "objective".*

1. *Site d'Etincelle : http://etincelle-theatre-forum.com/lapproche-integrale-de-ken-wilber-2/*

- *Le quadrant collectif-intérieur (C-I), en bas à gauche, correspond à la représentation que la société a de cette maladie : par exemple, une maladie, comme la peste jadis ou comme le sida plus récemment, peut être vécue comme une punition que Dieu avait lancé contre les humains parce qu'ils péchaient et s'écartaient du chemin de Dieu. A l'époque moderne, triomphe de la médecine scientifique, la maladie est vue comme un dysfonctionnement organique que l'on peut analyser à partir de la physiologie du corps humain et que l'on peut soigner comme on répare une voiture, en prescrivant des pharmacopées testées pour leur efficacité clinique. Avec le développement des médecines alternatives, certains voient la maladie comme un symptôme de causes psychiques, qu'il convient de lire et d'accueillir afin de comprendre ce que notre inconscient tente de nous dire au travers de cette maladie. On voit là qu'il s'agit de trois regards différents sur la maladie, issus de trois cultures différentes […] de manières spécifiques d'appréhender le monde.*

- *Le quadrant collectif-extérieur C-E correspond à l'ensemble des structures sociales et économiques qui sont développées pour soigner : les hôpitaux, les dispensaires, mais aussi le conseil de l'ordre des médecins, les CHU, le système des études permettant de devenir "soignant", etc. »*



Source : « L'approche intégrale #1 : introduction aux quadrants » par Jacques Ferber, Développement intégral, avril 2014.

DES REPRÉSENTATIONS QUI ÉVOLUENT

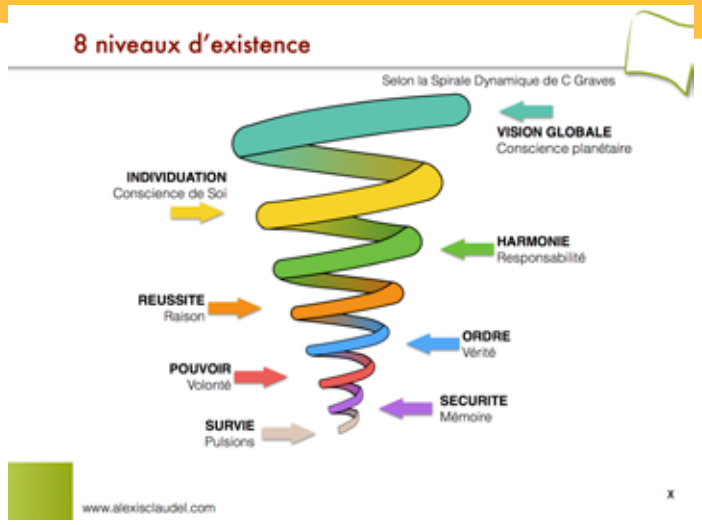
Il est aussi possible d'étudier l'évolution des systèmes, les différents "stades" par lesquels les civilisations passent, à l'instar d'un individu. Wilber fait appel à un concept qu'il nomme les "lignes de développement". « *Le long de chacune de ces lignes, notre rapport au monde, aux êtres et aux situations progresse et pas nécessairement de manière uniforme. Par exemple, on peut très bien être très développé le long de la ligne cognitive et être moins avancé le long de la ligne relationnelle.* »

A l'instar de l'évolution biologique, les représentations collectives et les formes de pensées évoluent elles aussi, lorsque les conditions d'existence se modifient. Elles forment la base de ce qu'on appelle la "culture" d'un peuple, d'une nation, d'une tribu ou d'une famille : une certaine manière d'appréhender le monde et de lui donner du sens. Tous nos actes, tous nos comportements sont mus ou médiatisés par ce système de valeurs qui constituent comme une sorte de "lunettes" cognitives filtrant et éclairant le monde.

La spirale dynamique

Cet aspect de la pensée intégrale est très proche de la Spirale Dynamique : cette approche développée par Clare Graves dans les années 70, puis reprise par Don Beck et Chris Cowan, décrit un processus général de développement des valeurs individuelles et sociales à travers 8 niveaux d'existence qui se superposent. Chacun de ces niveaux est représenté par une couleur : beige, violet, rouge, bleu, orange, vert, jaune et turquoise. D'autres niveaux – comme le corail... - sont en train d'émerger et parfois apparaissent sur les représentations de la spirale.

Pour en savoir plus : www.spiraledynamique.com



QUELQUES CLÉS POUR TROUVER SON ÉQUILIBRE

Analyser les relations entre individus, entre systèmes, entre réalités nous force à revoir nos modes de faire et d'interagir avec les autres. La relation entre les décideurs et les citoyens n'est pas guidée par la seule réaction à chaud ; elle fait aussi appel à des éléments que les 4 quadrants de Ken Wilber nous forcent à identifier ; elle s'inscrit dans un système qui se positionne dans la spirale dynamique ; elle se réfère à des codes de communication que nous rappelle la psychologie sociale. D'autres approches peuvent contribuer à cette analyse plus en profondeur, chacune permet de redonner du sens aux relations que nous voulons établir entre personnes, mais aussi entre acteurs collectifs et/ou institutionnels.

Des nouveaux rôles à imaginer

Ainsi, beaucoup de pistes et d'alternatives se dessinent autour de nous. De nouveaux horizons s'ouvrent, de nouvelles questions se posent. Des projets que l'on pensait utopiques se mettent en place. De nouvelles cultures s'implantent doucement dans les institutions, les associations ou les entreprises. Chacun d'entre nous est amené à revoir ses positions en essayant de s'adapter au changement.

Comment s'y prendre ?

Certains estiment que c'est davantage au niveau de l'efficacité qu'il faut travailler, en mettant par exemple en place une meilleure transparence ou des outils visant à faciliter les échanges, d'autres au niveau du cadre en changeant les lois ou la constitution, d'autres encore au niveau des postures et attitudes individuelles. Sans parler des stratégies pour y parvenir, entre réformisme et révolution, il existe une multitude de voies et une multitude de façons de les voir évoluer dans le temps, au fil des personnes qui les composent. Au-delà des débats – parfois très techniques – entre les promoteurs d'une démocratie directe, participative, délibérative, d'interpellation ou encore liquide…, on voit surtout émerger une « *nouvelle conscience citoyenne* »[2] qui revendique plus de place et de pouvoir au sein de l'organisation de la société.

Un bouillonnement d'idées

De nombreuses pistes sont étudiées et expérimentées en Europe et dans le monde. Certaines depuis plusieurs années, d'autres beaucoup plus récemment : villages autogérés, tirage au sort, panels citoyens, plateforme en ligne pour voter, mise en place de budgets participatifs, référendums d'initiative populaire… Des mouvements se structurent autour de nouvelles idées ou concepts, comme le municipalisme.

Beaucoup d'associations et de personnes contribuent à l'émergence de ces nouvelles pratiques en jouant un rôle de charnière, d'intermédiaire, au sein des groupes/collectifs de citoyens, entre eux pour faciliter les collaborations, mais aussi avec les pouvoirs publics. Force est de constater qu'aujourd'hui nous sommes amenés à nous poser un certain nombre de questions sur la manière de "faire relation" et d'accompagner.

2. *albanocordeiro.wordpress.com*

Citoyens et politiques : ennemis ou partenaires ?
Comment faire de la politique ensemble ?

En 2012, tel était le titre d'une publication que nous lancions. Elle posait la question de savoir comment, au vu des difficultés à se comprendre, à se reconnaître et à installer de la confiance, il était possible de travailler ensemble. Dans ce sens, elle évoquait les pistes et points d'attention pour construire une relation constructive entre citoyens et politiques.
Disponible en téléchargement sur le site de Periferia.

Aujourd'hui, avec cette nouvelle publication pensée dans un nouveau contexte « *Comment dépasser le dilemme "pour" ou "contre" ?* », nous interrogeons les relations et proposons d'autres regards et pistes.

LE MONDE ET LES RELATIONS NE PEUVENT SE RÉSUMER DE FAÇON BINAIRE. NOUS DEVONS NOUS ÉQUIPER DE LUNETTES À PLUSIEURS DIMENSIONS SI ON SOUHAITE POUVOIR TROUVER DE NOUVELLES PERSPECTIVES ET DE NOUVELLES POSTURES.

UN MONDE DE CHANGEMENTS EN COURS

Analyser les relations et leur cadre est essentiel, mais il est également important d'observer et d'être conscient des mutations qui s'opèrent. Il s'agit clairement de nouveaux éléments qui interfèrent dans nos modes de relations ; ils peuvent constituer des difficultés, mais surtout de nouvelles opportunités pour réinventer les modes de travail, d'échanges et de relations entre les personnes élues et les citoyens.

CES NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION QUI NOUS OBLIGENT À REPENSER NOS RELATIONS

Si les partis politiques n'ont plus la cote, la société civile subit aussi de profonds bouleversements. Les mouvements qui structuraient la société auparavant font face à un fort déclin (syndicats, mutuelles, organisation de jeunesse…), tout particulièrement auprès des nouvelles générations. Beaucoup s'investissent et s'impliquent autrement avec, globalement, un rejet des structures trop pyramidales. Les nouvelles générations – mais pas uniquement ! – se tournent vers des formes d'organisation plus souples, organiques, horizontales… telles que les groupes affinitaires, collectifs, mouvements ou plateformes. La notion de "membre" et la manière de s'y impliquer s'en trouvent chamboulées. Les relations également.

> Mais quelles organisations au juste ?

Lorsque nous parlons d'initiatives citoyennes, de groupes, de collectifs ou d'associations de citoyens, nous nous référons à des individus qui se rassemblent pour défendre un projet ou une cause, résoudre une problématique, ou qui se réunissent autour de colères communes dans lesquelles ils se reconnaissent d'abord individuellement, puis de façon collective. Cette reconnaissance mutuelle dans une réalité partagée, ce passage d'une vision individuelle vers la définition d'un horizon commun permet de sortir, non seulement, de cette "case individuelle", mais aussi d'un rôle de "spectateur-revendicateur".

« […] Le concept de "commons/collectif citoyen" est mieux circonscrit que la notion plus générale d'initiative citoyenne. On retrouve au moins l'un des trois éléments suivants, en combinaison ou non avec un autre aspect, dans la plupart des définitions. Dans cette "grammaire des commons", il est souvent question de ressources, mais aussi d'une communauté qui les gere (membres, utilisateurs) et qui établit ses propres regles (structure/institutions de gouvernance). Cependant, c'est la combinaison de ces trois dimensions (a savoir les ressources, le groupe d'utilisateurs et l'institution) qui fait la particularité du concept de collectif citoyen, mais qui le rend aussi difficile a analyser. »

Extrait du rapport de la Fondation Roi Baudouin « Quand les citoyens prennent les choses en main - Coup de projecteur sur les collectifs citoyens créés en 2015-2016 ».

Avec l'appui de Oikos Denktank, un groupe de réflexion indépendant qui travaille sur les changements socio-écologiques et des professeurs d'université, la Fondation Roi Baudoin a procédé à un recensement des collectifs citoyens en Flandre, Wallonie et à Bruxelles. D'après cette étude, il y a une croissance importante du nombre d'initiatives citoyennes depuis 2015 avec, notamment, une explosion des coopératives citoyennes.

Cependant, il est difficile de tirer des conclusions à l'heure actuelle, tant les données sont peu représentatives et étalées dans le temps. Néanmoins cette tendance indique bien qu'il y a d'autres formes d'organisation qui apparaissent aujourd'hui.

Pour aller plus loin : fr.calameo.com/read/0017742954a9d70681f9a?authid=KblUoIjzUEPy

Désobéir en s'organisant différemment : les groupes affinitaires

Un groupe affinitaire partage, dans les faits, des affinités, principalement dans le mode d'action et dans les valeurs qu'il défend. Ce qui rassemble les personnes est principalement la confiance et la connaissance de chaque membre personnellement.

Ce terme est utilisé pour définir des petits groupes d'activistes de 3 à 15 personnes. Ce nombre limité permet de mieux se connaître, mais aussi et surtout de pouvoir fonctionner ensemble de manière non hiérarchique, d'avoir des discussions de fond, et aussi de pouvoir mener des actions ayant du sens aux yeux de l'ensemble du groupe.

L'organisation en groupe affinitaire permet également de faire circuler les informations de grandes envergures en cascade. Lorsqu'un appel à actions est lancé, qu'une situation est dénoncée, qu'un mouvement appelle à la mobilisation, c'est souvent via du bouche à oreilles et ensuite à travers les différents groupes que l'information arrive et permet une mobilisation en masse.

Les groupes s'organisent, soit à travers des campagnes d'actions, soit d'après l'agenda politique, ou encore en répondant à des appels à action, comme celles lancées par Agir Pour la Paix chaque année afin de dénoncer le Sommet de l'OTAN. Cela permet de rassembler plusieurs collectifs autour d'une même cause/lutte à travers ce que chaque unité connaît, en fonction de son mode d'action, à partir de ses ressources…

Fonctionner en groupe affinitaire permet d'être flexible, décentralisé, auto-géré et en confiance dans son petit groupe tout en faisant partie d'un ensemble plus grand et participer à la réalisation d'actions de plus grande ampleur.

Action de désobéissance civile réalisée par un groupe affinitaire lors de l'appel à action d'Agir Pour la Paix en juillet 2018.

> Un "citoyen" mis à toutes les sauces

Le terme "citoyen" est très souvent repris et utilisé pour se distinguer de ce qui vient "d'en haut", c'est-à-dire du pouvoir politique. Mais que signifie ce terme au juste ?

Nom formé à partir d'un terme latin "civitas" qui désigne la cité, lui-même formé sur "civis" qui signifie "citoyen, qui habite la cité". Au sens premier, le citoyen est donc celui qui appartient à la cité et qui en reconnaît la juridiction, est habilité à jouir sur son territoire du droit de cité. Les tout premiers hommes considérés comme citoyens sont les membres de l'Ecclessia, assemblée, à Athènes. La définition du dictionnaire évoque « *une personne jouissant, dans l'État dont il relève, des droits civils et politiques, et notamment du droit de vote (par opposition aux étrangers)* ».

Cette définition exclut du débat les personnes n'étant pas reconnues par l'État, et nie donc l'existence d'individus n'ayant pas droit de cité, comme les personnes en situation irrégulière. Nous privilégions une définition qui inclut la notion de citoyen dans quelque chose de plus large et universel, à savoir le droit de définir son environnement ainsi que le droit d'expression et de critique face à l'État ou d'autres acteurs.

DES OUTILS QUI BOUSCULENT NOTRE MANIÈRE D'INTERAGIR

« Il ne se passe pas ces jours-ci une semaine, sinon une journée, sans qu'une nouvelle application se propose d' "ubériser la politique", de "hacker la démocratie" ou d'ouvrir la voie à une révolution politique par le numérique. Dans le sillage de l'économie collaborative, la politique collaborative s'annonce comme la prochaine étape d'une transformation en profondeur de nos sociétés. »

Extrait de l'article Le mouvement des civic-tech : révolution démocratique ou promesse excessive ? par Loïc Blondiaux, 2016.

C'est un fait : Internet a révolutionné notre société, notre façon de consommer, de communiquer... Et de faire de la politique ! Depuis quelques années, et l'arrivée des "smartphones", de nombreuses applications et outils en ligne ont vu le jour avec l'objectif de "réanimer", voire "redémarrer" la démocratie, à l'image d'un logiciel défaillant. Ces nouvelles applications s'inscrivent dans un mouvement que l'on nomme CivicTech (abréviation de "civic technology" en anglais, ou "technologie civique" en français) qui vise à renforcer les liens entre les citoyens et le gouvernement.

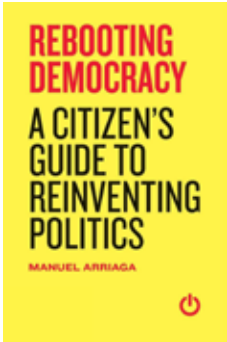
> *Make Your Own Choice* (Faites vos propres choix)

« *L'idée part d'un constat simple : les affiches et tracts distribués ne permettent pas aux citoyens de faire un choix éclairé lors des élections. Résultat : jeunes et moins jeunes se désintéressent des élections et de la politique en général. Une information difficile d'accès et un vote dénué de sens, ce sont ces deux problèmes auxquels nous tentons d'apporter une solution avec le projet "Make Your Own Choice"* ».

MYOC, c'est une plateforme, non partisane et indépendante, qui permet de prendre connaissance des programmes politiques et de les comparer, afin que chaque électeur puisse aller voter en âme et conscience aux prochaines élections communales.

Pour en savoir plus : www.myoc.be

> Redémarrer la démocratie ?



Ce livre, assez court, donne de nombreuses pistes pour réinventer la politique et va bien au-delà de la simple critique du statu quo.

Le mouvement "Reboot Democracy" - que l'on pourrait traduire par "redémarrer la démocratie" en écho à un ordinateur que l'on reformate - a commencé en 2016 avec un hackathon (un événement où un groupe de développeurs volontaires se réunit pour faire de la programmation informatique collaborative sur plusieurs jours). Il a été conçu pour rassembler des groupes de citoyens d'horizons différents, mais surtout des personnes motivées à chercher des solutions techniques face aux nouveaux enjeux rencontrés dans les démocraties, tels que le manque d'interactions et liens entre les représentants et les représentés, la difficulté d'interagir sur des sujets cruciaux, le manque de contrôle ou transparence des institutions… Les résultats ont été très inspirants et ont débouché sur une série de projets visant à proposer de nouveaux outils pour repenser la démocratie.

Depuis lors, et même avant cela, une multitude d'applications et plateformes françaises en ligne ont vu le jour afin d'offrir une diversité de services et outils au profit d'une démocratie plus participative, ouverte et visant à rendre les citoyens davantage acteurs de celle-ci : Voxe, Ma Voix, Democracy OS, Loomio, Parlement et citoyens, Democracy Earth… Chacune d'entre elles essaie d'apporter des réponses à la crise du système politique. « *Une double crise, qui est à la fois une crise de légitimité et de confiance et une crise d'efficacité et de résultat* » comme l'explique Armel le Fol, cofondateur du collectif Démocratie ouverte de Parlement & Citoyens, dans un article consacré à un débat sur le thème des Civitech.

Le site de Parlement & Citoyens offre la possibilité de suivre l'évolution des lois et proposer des projets de lois

> "Ouvrir les données" pour changer la société ?

Parmi les concepts à la mode, l'open data trône en haut de l'affiche. En quoi cela consiste-il concrètement ? « *L'open data, ou ouverture des données publiques, consiste à diffuser de manière proactive des données issues du travail quotidien des administrations afin de permettre à quiconque de les utiliser gratuitement.* »

Ce "nouveau" concept, fortement soutenu par certains gouvernements (Belgique, France, Canada…), et qui fait partie d'un mouvement plus large appelé "open governement" (gouvernement ouvert ou démocratie ouverte), a pour objectifs de permettre aux citoyens de réaliser des contre-expertises, de produire des arguments en faveur des causes qu'ils défendent et, in fine, de renforcer leur capacité à pouvoir influencer les décisions, en espérant qu'elles soient plus justes puisqu'ayant été soumises au crible de "citoyens-experts". [4]

L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ?

« *Au terme d'un bilan critique des premières réalisations qui montre que nous n'avons parcouru qu'une partie du chemin, comment mettre l'open data au service des militants ? Est-il (encore) possible de transformer les politiques d'ouverture de données de façon à ce qu'elles servent les intérêts de la société civile ? Comment faire de l'open data le vecteur de la "puissance d'agir" des citoyens ?* »

Extrait de l'article L'open data peut-il (encore) servir les citoyens ? par Samuel Goëta et Clément Mabi, dans Mouvements, 2014/3 , p. 81-91.

Rappelons au passage que cette volonté de transparence et d'accessibilité des données n'est pas si neuve : « la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 stipulait dans son article 15 que "la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration". Après la Seconde Guerre mondiale, émerge le concept d'Open Government qui désigne originellement le droit d'accès des citoyens aux secrets de l'État. »

Le mouvement open data a simplement apporté davantage de cadre à la diffusion des données et revendique une dimension plus proactive de la part des gouvernements.

D'autres exemples dans Savoirs citoyens : Au cœur de nos pratiques !

De plus en plus de structures reconnaissent l'existence de savoirs différents dans la société et considèrent qu'aucune parmi elles n'est supérieure à l'autre. A travers des pratiques diverses, chacun œuvre donc à donner une vraie place aux savoirs dits « citoyens » dans leurs actions. Comment s'y prennent-ils ? Quelles clés nous offrent-ils ? Et finalement… c'est quoi un savoir citoyen ?
Disponible en téléchargement sur le site de Periferia.

QUELQUES CLÉS POUR TROUVER SON ÉQUILIBRE

La notion de changements – qu'ils concernent les formes d'organisation ou les outils à notre portée – est intéressante, mais amène aussi son lot de questionnements. Les éléments présentés et discutés ci-dessus sont avant tout proposés pour inciter à la réflexion et à l'ouverture des possibles. Ceci dit, ils nous obligent à nous poser des questions pour garantir ce que nous souhaitons dans la relation entre les personnes élues et citoyennes : comment ne pas générer de l'exclusion ? et maintenir des espaces de réel débat ? De manière plus générale, il s'agit de veiller à ce que les formes d'organisation et les outils mis en œuvre restent au service de "davantage de démocratie", et non l'inverse.

DES OUTILS EXCLUANTS ?

Beaucoup de critiques pointent le manque d'accessibilité de tels outils, qui ne seraient utilisés que par une certaine "classe" de la population plus "éduquée", "jeune" et ne permettant pas l'expression de tous, surtout des personnes ne maitrisant pas les codes du numérique. S'agit-il donc d'outils qui rapprochent ou, au contraire, divisent davantage ? Les réponses sont à nuancer. Il est certain que ces outils ne peuvent, et ne pourront sans doute jamais, inclure tout le monde. Pour autant, actuellement, il existe aussi un grand nombre de barrières, comme l'exprime une personne lors d'un débat : « *On prête au numérique une difficulté d'accès, qui n'est peut-être plus si vraie ou qui pose autant de difficultés que d'autres modalités d'accès. La complexité d'un formulaire papier peut être pire qu'une application web.* »

La question de l'accessibilité s'est toujours posée, et ce, bien avant l'arrivée du numérique. « *A l'époque de l'invention de l'isoloir et du secret du vote, il y a eu de nombreux débats sur la taille des enveloppes comme sur la capacité des gens à s'en servir : certains pensaient qu'y glisser un bulletin était inaccessible aux gros doigts des paysans… Les questions d'apprentissage se sont toujours posées. Faire de la société un monde toujours plus inclusif est un enjeu qui doit toujours être réinterrogé et qui l'est toujours.* » explique Bastien François lors du même débat[3].

UNE APPLICATION N'EST PAS L'AUTRE

« *Au-delà du vocabulaire et du code, que ces plates-formes ont en partage, se dessinent des projets politiques très différents. Certaines de ces technologies ne cherchent qu'à équiper les institutions représentatives en moyens nouveaux de connaissance (et donc de contrôle) de la réalité sociale. D'autres parient sur l'avènement d'un "gouvernement ouvert" ou d'une démocratie contributive, dans lesquels citoyens et autorités pourraient collaborer et rechercher ensemble des solutions aux problèmes publics, voire "co-construire les lois".* »[4]

Comme l'explique Loïc Blondiaux dans cet extrait, on a tendance à catégoriser les choses qu'on ne connaît pas, souvent au détriment de la nuance : les nouvelles technologies n'échappent pas à ce phénomène et les positions, encore une fois, peuvent être très tranchées entre les partisans et les

3. *Hubert Guillautd, www.internetactu.net/2016/06/24/les-innovations-democratiques-en-questions/*
4. *Loïc Blondiaux (article cité antéreurement)..*

détracteurs. Pourtant, ces innovations apportent une série de nouvelles pistes concrètes pour sortir de la crise et, bien pensées, elles peuvent être des outils très utiles, au-delà du gadget.

UNE ABSENCE DE DÉBAT ?

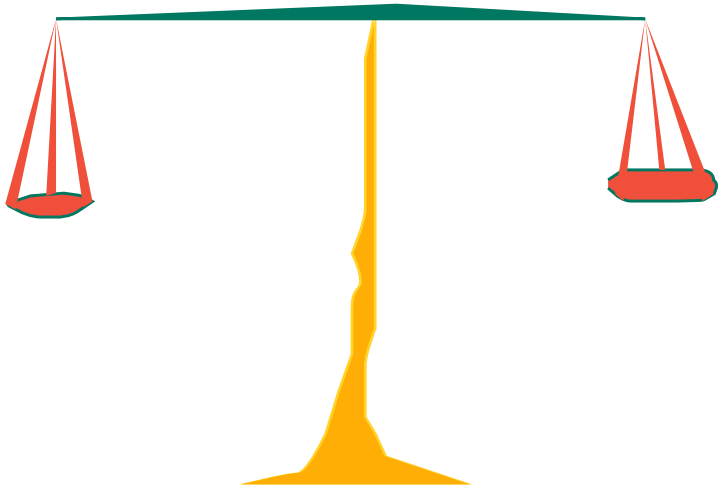
Ces outils permettent-ils d'écouter le point de vue des autres ? Ou bien n'ont-ils pas plutôt tendance à nous enfermer dans une bulle, des mondes de plus en plus séparés ? Sur certaines plateformes, le système de classement a tendance à faire émerger des propositions sur base de la qualité des propositions et donc éliminer ceux qui maîtrisent le moins les codes de l'écrit, le vocabulaire. Ces compétences – pas forcément explicitées - ne prennent-elles pas le pas sur les valeurs ?

PLUS DE TRANSPARENCE POUR PLUS DE POUVOIR ?

Les appels pour plus de transparence et les outils en ligne qui permettent d'accéder à des informations se multiplient. Mais est-ce que, pour autant, cela permet d'améliorer la démocratie ?

Force est de constater qu'une fois les informations plus transparentes, et donc plus accessibles, tout le monde peut s'en emparer… et donc aussi différents groupes aux intérêts parfois antagoniques. Par exemple, des entreprises privées pourraient s'en servir, sans que cela n'aille nécessairement dans une perspective de renforcement de la démocratie !

Le débat reste ouvert…



NOUVELLES EXPÉRIENCES, NOUVEAUX CONCEPTS, NOUVELLES ATTITUDES

Avec l'affirmation de tous ces changements, l'action peut sembler encore plus complexe. Pourtant on voit naître des expériences différentes, issues de situations variées : certaines proposent des alternatives aux modèles existants (notamment pour repenser le système électoral) ; d'autres naissent de situations plus conflictuelles et donnent parfois lieu à des rapprochements au-delà des tensions initiales ; enfin, certaines misent sur une collaboration et la possibilité de partir d'une disposition des élus et des citoyens à travailler ensemble. Chacune de ces expériences met en avant une façon spécifique d'établir les liens entre élus et citoyens.

" NOUS SOMMES TOUS DES ÉLUS, TOUS LES ÉLUS SONT DES CITOYENS. "

De nouvelles expériences voient le jour, elles visent à changer le système, parfois en créant des "failles" ou des interstices, avec l'idée qu'il est possible de modifier le "logiciel" de l'intérieur. Plusieurs développent des démarches qui s'insèrent dans un cadre préexistant – à savoir les élections – pour en modifier les contours et tester de nouveaux modes de représentation. Le plus souvent en intégrant le tirage au sort ou d'autres modes d'élection, comme l'élection sans candidat. Dans d'autres cas, il s'agira de mettre sur pied une liste citoyenne avec l'objectif de permettre à des "non-professionnels" de la politique, de pouvoir prendre un rôle actif dans la gestion des affaires publiques, le plus souvent au niveau communal.

C'est ainsi qu'on a vu apparaître, aux dernières élections communales, un grand nombre de listes dites "citoyennes", sachant que le terme est aussi une manière de se "refaire une image" pour certains politiques. Avec des fortunes diverses d'ailleurs. Cependant, plusieurs ont réussi à percer et ont permis à des novices d'accéder à des postes à responsabilités.

> La gouvernance collégiale à Saillans

Beaucoup d'entre elles se sont inspirées, notamment, de l'expérience menée à Saillans, village de la Drôme (France). Les citoyens qui ont décidé de monter une liste citoyenne et participative sont partis de deux constats, particulièrement présents dans les petites et moyennes communes en milieu rural : « *l'accaparement du pouvoir par quelques élus, bien souvent le maire et ses adjoints, et une faible implication des habitants à la vie de la commune, implication souvent limitée au seul acte de vote une fois tous les six ans, que ce soit par manque d'espace, de temps ou d'outils d'information et de participation* ».

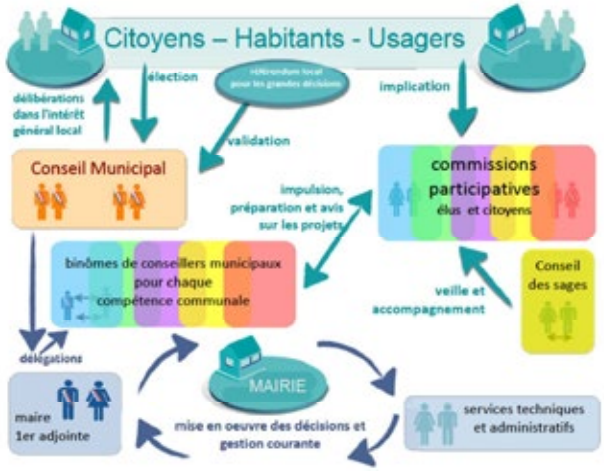
Ils ont alors décidé de mettre en place un mode de fonctionnement visant à limiter ce type de dérives, dans le cadre de la législation existante. Ce nouveau mode de fonctionnement s'appuie sur deux principes : la collégialité au sein du conseil municipal et la participation des habitants à la gestion de la commune.

En quoi consiste la gouvernance collégiale ?

Un mode de gouvernement est collégial lorsque le pouvoir de décision n'est pas exercé par un chef unique, mais par un groupe, dont les membres possèdent des pouvoirs égaux. La collégialité au sein de la municipalité de Saillans est mise en place par :

- une répartition du pouvoir entre tous les élus ;
- un exercice du pouvoir en binôme (ou trinôme) ;
- un partage du pouvoir avec les habitants dans le cadre des commissions participatives ;
- la tenue bimensuelle du Comité de Pilotage comme instance principale de travail et de décision des élus, ouverte au public ;
- l'utilisation d'outils Internet pour faciliter le travail collaboratif.

Source : note de présentation sur le site de la commune de Saillans (www.mairiedesaillans26.fr)



> Agora : une liste bruxelloise aux ambitions régionales

Le mouvement bruxellois Agora, une nouvelle liste créée en 2018 à Bruxelles pour les élections régionales de 2019, souhaite tester le tirage au sort au travers d'une assemblée citoyenne. Leur but n'est pas de créer un parti mais une assemblée citoyenne à côté du Parlement. Le tirage au sort se fera à partir d'une liste où tous les Bruxellois sont répertoriés. Libre à chacun de choisir d'y participer ou non, contre rémunération. Les personnes siégeront durant une période de six mois à un an. Les citoyens tirés au sort seront invités à débattre des décisions à prendre au sein du Parlement. « *Cette Assemblée se veut délibérative car basée sur une diversité d'opinions et le système prôné se veut participatif dans le sens où chaque Bruxellois a une réelle chance de participer activement au processus décisionnel.* »

Pour en savoir plus : www.agora.brussels

AGORA

LE TIRAGE AU SORT POUR LA DEMOCRATIE

Ces deux exemples, et bien d'autres que nous ne pouvons citer, démontrent la volonté de changer les choses en partant d'un cadre préexistant (les élections) et de l'intérieur. Le rôle des participants vise à démontrer qu'on peut "faire autrement" sans pour autant changer l'ensemble du cadre.

LA CONFRONTATION COMME MOYEN D'ENTRER EN RELATION

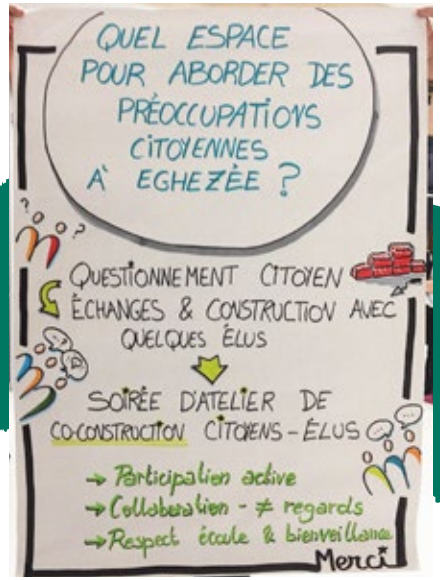
Lorsque l'espace de dialogue ne semble pas possible, les citoyens éprouvent parfois la nécessité de devoir recourir à des moyens de pression : faire appel à la presse, solliciter l'opposition, mobiliser les acteurs locaux, investir d'autres espaces de participation pour interpeller, voire dénoncer, etc. Ce genre de stratégies peut se révéler payante. Néanmoins, l'espace de dialogue ou négociation qui s'ouvrira ensuite peut en être affecté. Il n'est alors pas évident d'entrer dans un processus de co-construction serein et porteur.

> Un collectif de citoyens interpelle les élus pour mettre en place un espace de co-construction

C'est ce qu'a fait un collectif de citoyens engagés autour de la cause de personnes migrantes à Éghezée, en région wallonne (Belgique). Ils souhaitaient l'ouverture d'un débat sur l'opportunité de mettre en place des actions visant à soutenir l'hébergement de personnes migrantes sur leur territoire. Le Bourgmestre a estimé dans un premier temps ne pas pouvoir apporter de réponse à cette demande, considérant que la politique migratoire n'est pas dans les matières politiques locales, mais se décide au niveau fédéral.

Quelque peu décontenancés, les citoyens se sont réunis pour manifester devant la Salle du Conseil pour exprimer leur mécontentement et demander l'ouverture d'un débat sur le sujet en décidant d'élargir celui-ci à la question : « *Comment co-construire un espace de débat entre les élus et les Citoyens ? Où discuter collectivement et partager nos regards et propositions à propos de préoccupations de société ne relevant pas directement des responsabilités de la commune ?* ». A la suite de cela, le bourgmestre leur a renvoyé l'initiative d'organisation d'un débat.

Pour y arriver, le collectif citoyen a fait appel à un support extérieur, à la fois pour les aider dans la réalisation de la méthodologie, l'organisation de réunions préparatoires - avec une délégation de représentants des formations politiques locales incluant le Bourgmestre - et, finalement, l'animation de la rencontre publique de co-construction où étaient présents plus de 70 participants citoyens et élus.



> Droit d'interpellation

Même si on connaît déjà le droit d'interpellation en Belgique, son application fonctionne plus ou moins bien selon les contextes. Mais il s'agit d'aller plus loin et d'analyser d'autres espaces ou dispositifs permettant d'interpeller les pouvoirs publics et se faire entendre, puisque, en Belgique, les consultations populaires sont autorisées, mais restent non contraignantes.

Bien sûr on connaît les référendums d'initiative populaire qui existent dans une quarantaine de pays dans le monde (Equateur, Nouvelle-Zélande, Uruguay…). Ou, moins connu, le préférendum : c'est un système de vote préférentiel dit "de Borda" modifié, utilisé par Peter Emerson, directeur du Borda institute, dans lequel chaque votant est invité à exprimer ses préférences parmi une liste d'options (le nombre des options choisies par chacun des votants est libre). Le classement des options s'effectue en totalisant les points obtenus par chacune d'elles. Ce système a l'avantage de laisser le débat plus ouvert et moins fermé que dans un referendum où on ne peut généralement faire qu'un seul choix parmi quelques propositions.

En France, Marie-Hélène Bacqué, professeure en études urbaines à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense et Mohamed Mechmache, porte-parole de "AC LE Feu" et co-fondateur du collectif "Pas Sans Nous", ont proposé un fonds d'initiatives citoyennes qui permettrait de mettre sur pied une "démocratie d'interpellation". Ce fonds serait destiné aux citoyens afin qu'ils puissent développer une contre-expertise pour dire : « *voilà, tout simplement, j'agis avec mon droit de citoyen, je ne suis pas d'accord avec ce que vous nous imposez.* » Ce fonds serait financé via les impôts.

Plus largement, on voit émerger de nouvelles formes de mobilisation citoyenne qui s'inspirent des syndicats en organisant les habitants autour de problématiques communes pour construire des revendications à porter vers les pouvoirs publics. Ils utilisent des formes d'action directe et des outils de négociation, accompagnés par des professionnels, des organisateurs (voir encadré). « *Ce qui a changé depuis quelques années dans l'engagement citoyen, c'est la convergence des luttes, le regroupement des causes. Ce collectif [Pas Sans Nous] qui existe depuis 2014, a un rôle de syndicat des quartiers populaires. Des tables de quartier sont organisées dans plusieurs villes en France, où les habitants exposent leurs problèmes, trouvent des solutions, cherchent des moyens d'actions pour interpeller les pouvoirs publics.* » explique Mohammed Mechmache.

De la colère à l'action collective : le conflit, un moyen comme un autre d'entrer en relation

Mobiliser des habitants autour de problématiques qui les touchent et se servir de cette énergie de la colère pour encourager le "pouvoir d'agir" et les actions collectives. Puis, se mettre en capacité de négociation pour agir sur les décisions, créer du rapport de force pour lutter contre les injustices... Voilà le cheminement proposé par le Community organizing qu'ont découvert plusieurs travailleurs sociaux et citoyens à Bruxelles. Sans entrer trop profondément dans le modèle même du Community organizing, cette publication revient sur les questionnements de ces professionnels sur cette approche et ce qu'elle a d'inspirant ou au contraire de limitant pour agir dans nos contextes.
Disponible en téléchargement sur le site de Periferia.

> D'une collaboration à la confrontation

Les logiques de confrontation et de collaboration peuvent évoluer au fil des mois, en fonction des enjeux, ou simplement parfois à l'occasion d'un départ, d'un nouvel engagement. C'est le cas de nombreux comités de quartier qui peuvent passer d'une opposition à un projet de collaboration, ou à l'inverse, d'une logique de collaboration à une logique de confrontation.

Ainsi, un comité de quartier à Bruxelles s'est mobilisé autour de questions liées à la mobilité. Au départ, le comité a participé à de nombreuses réunions et ateliers de participation avec les responsables communaux. Chacun était confiant quant au fait que des solutions allaient être concrétisées. Mais, au fil des mois et des promesses toujours retardées, la situation reste inchangée et le comité s'impatiente. Il multiplie alors les appels et interpellations à l'échevine en charge de la mobilité sans que les choses ne bougent. En 2018, le comité décide d'aller un pas plus loin et fait un travail d'enquête visant à recueillir des témoignages d'habitants du quartier, compiler des documents sur l'état du stationnement, l'entretien des trottoirs… Les habitants adressent ensuite un courrier à la commune qui leur propose d'organiser une réunion publique pour entendre les revendications et propositions… Mais pour les citoyens, ces moments d'échanges, de recueil de propositions et de diagnostic ont déjà eu lieu. Ils décident alors de passer à l'action et faire venir les médias pour dénoncer la situation. Quelques semaines plus tard, la commune annonce que les budgets ont été votés et les appels d'offre pour les travaux lancés. Aujourd'hui, le comité a renoué le contact et travaille en collaboration avec la commune pour faire aboutir les propositions.

VERS UNE VILLE COLLABORATIVE, ET DES RELATIONS "APAISÉES" ?

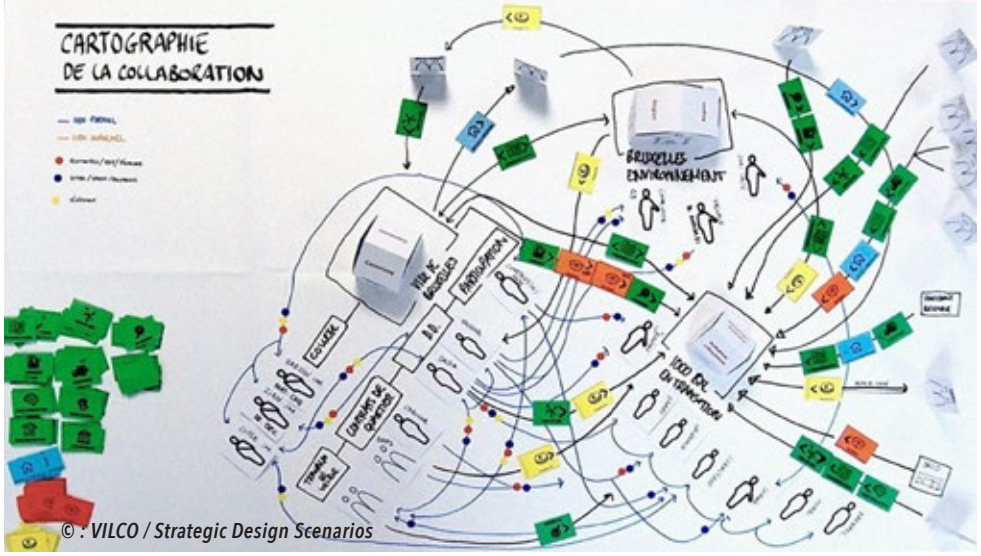
Ces initiatives, et d'autres, ont souvent un point commun : tendre vers des formes de collaboration entre les différents acteurs qui "font" la ville (ou la campagne), c'est-à-dire les habitants, l'administration, les travailleurs, les usagers de transports publics, les élus, les experts, les scientifiques… Ces approches prônent de repenser la manière dont se construisent et se prennent les décisions en incluant, dès le départ et tout au long du processus, les acteurs au travers de différents espaces (physiques ou en ligne) et en proposant différents moments visant à confronter les points de vue. Les expériences menées démontrent que bien souvent, ce ne sont pas tant les outils ou les méthodes qui manquent, mais plutôt la capacité de chacun à se remettre en question et à développer de nouvelles "attitudes", savoirs et compétences.

Cela fait des décennies que chacun est habitué à "jouer" un rôle : les élus décident, les citoyens participent et critiquent, les techniciens exécutent… Les associations sont tantôt partenaires, tantôt réfractaires, ou en opposition selon qui est au pouvoir. Les projets qui se mettent en place et qui visent à créer les conditions de collaboration butent parfois sur des automatismes, des habitudes, voire des réticences qui démontrent bien que le changement n'est pas qu'une affaire d'outils, aussi perfectionnés soient-ils, ou d'animateurs, aussi doués soient-ils.

> Vilco : un projet de recherche-action bruxellois autour des villes collaboratives

« Comment pouvoirs locaux et collectifs citoyens peuvent-ils mieux collaborer pour développer la résilience des dynamiques locales en faveur de l'environnement ? La recherche et l'expérimentation se sont jusqu'à présent cantonnées soit à l'analyse de l'administration et des politiques publiques, soit à l'étude des initiatives citoyennes. VILCO innove en travaillant sur l'interaction entre autorités publiques et initiatives collectives citoyennes. Comprendre le fonctionnement de ces dynamiques est au cœur de la recherche VILCO. A terme, l'enjeu est de proposer de nouveaux modes de gouvernance qui ne sont pas déterminés "pour les citoyens", mais bien "avec les citoyens". Pour mener à bien la recherche, l'équipe VILCO a mis en place un large partenariat qui rassemble communes, administration régionale, monde académique, initiatives de citoyens, fédération de comités de quartiers, fédération d'initiatives de transition, experts en participation, en développement durable, en urbanisme. »

Pour en savoir plus : vilco.brussels



© : VILCO / Strategic Design Scenarios

> Collaborer autour du vivre ensemble

A Verviers (Région wallonne, Belgique), l'échevin des Relations interculturelles a décidé de lancer une dynamique autour du vivre ensemble, afin de questionner et renforcer les liens entre les citoyens issus de différents quartiers de la ville, de même qu'entre les citoyens et les élus. Un enjeu de taille pour cette ville de 56.000 habitants dont une grande partie vit dans des conditions assez précaires et dont l'image générale de ville multiculturelle a été ternie par le démantèlement d'une cellule terroriste.

L'échevin a donc décidé d'initier un processus qui permettrait d'aller à la rencontre des citoyens de différents quartiers : d'abord en procédant à un tirage au sort afin d'inviter des citoyens à prendre part à cette expérience, puis en organisant des rencontres par quartier. Tout a été mis en place pour que des actions puissent être construites – via notamment l'implication de deux services communaux – puis réalisées grâce à la mise à disposition d'un budget public dont le cadre d'utilisation a été pensé par les citoyens.

Que retenir de l'expérience ?

- Une forte implication de travailleurs communaux qui ont apporté un important soutien aux citoyens pour que leurs projets voient le jour, notamment en servant d'intermédiaires auprès d'autres services et en gérant plusieurs démarches d'ordre administratif.

- Des interlocuteurs identifiés au sein de l'administration communale qui jouent un rôle central pour épauler les citoyens dans leurs démarches logistiques, méthodologiques et administratives,

- La mise à disposition d'une enveloppe budgétaire dont la répartition est décidée et gérée par les citoyens.

- La présence de l'échevin à plusieurs étapes du processus.

Si le processus a eu le mérite d'offrir une vraie opportunité aux citoyens de s'investir dans leur territoire de vie et d'y tester de nouvelles actions, il ne leur a pas réellement permis de développer de nouveaux liens avec leurs élus, à l'exception de l'Echevin en charge du projet. Ils n'en ressortent donc pas avec une meilleure compréhension des réalités et fonctionnement de ces acteurs. Il en va sans doute de même pour leur compréhension globale des enjeux de la commune qui reste limitée au dispositif initié et centrée sur les liens entre citoyens. Et même si les regards se seront essentiellement croisés entre citoyens, ils représentent déjà une large diversité de points de vue.

Pour aller plus loin : https://periferia.be/la-fabrique-de-liens-citoyens-a-verviers/

Qu'il s'agisse d'expériences basées sur de nouvelles options dans le système représentatif, sur la confrontation et l'interpellation, ou alors sur des formes de collaborations, toutes exigent de nouvelles attitudes : créativité, audace, ténacité, ouverture, expérimentation, …

EN QUÊTE DE CONSENSUS OU DE CONFRONTATION ?

Il s'agit sans doute d'un curseur à garder en permanence à l'esprit car rester dans les extrêmes de la confrontation permanente ou du consensus constant n'aide pas à aller vers davantage de démocratie et de décisions plus justes et incluantes. Si c'est bien à de la transformation sociale que toutes ces initiatives se destinent, alors il peut être nécessaire de dépasser ces positions prônant le seul consensus ou la seule confrontation pour construire autre chose ensemble.

C'est bien dans ce sens que nous parlons de curseur pour que, selon les moments et selon les contextes, les initiatives puissent aller vers l'une ou l'autre de ces tendances, ou alors s'inventer d'autres positionnements entre ces deux extrêmes.

PARFOIS MAL PRIS POUR SE METTRE EN OPPOSITION !

Dans bon nombre de contextes, la commune est un acteur important dans le soutien aux initiatives citoyennes : soutien en nature (prêt de matériel, mise à disposition de salle, de terrain pour le potager) ou soutien financier via des budgets participatifs, enveloppes de quartier pour les projets citoyens. Dans ce cas, l'enjeu est d'éviter d'entrer dans une relation de confrontation entre les citoyens et les élus et de passer outre les intérêts divergents ou l'incompatibilité d'agenda via la phase de négociation qui doit permettre d'arriver à trouver une solution ensemble.

C'est là qu'on voit aussi l'intérêt et la complémentarité des différentes sphères et échelles. Parfois, pour faire évoluer les relations et les modes de gestion locale, c'est en s'adressant à un autre niveau de pouvoir (région, fédéral, international) ou à une fondation privée qu'il devient possible de faire bouger les choses.

GÉNÉRER DU DÉBAT DE FOND, UNE NÉCESSITÉ

Toutes ces expériences, au-delà de leur mise en œuvre et des actions décrites, soulèvent de nouveaux concepts : la gestion collective aux mains de tous, se mettre à l'écoute des non habitués, oser chercher à comprendre et à douter, changer les rapports de force…

Il ne s'agit clairement pas de chercher à construire des relations "lisses" ou vouloir la bonne entente à tout prix. Les expériences montrent divers chemins de gestion collective locale, plus ou moins compliquée, plus ou moins audacieuse… chacune apportant de nouvelles idées et modes de faire qui montrent l'envie et la nécessité de faire autrement.

"PARFOIS, POUR FAIRE ÉVOLUER LES RELATIONS ET LES MODES DE GESTION LOCALE, C'EST EN S'ADRESSANT À UN AUTRE NIVEAU DE POUVOIR [...] QU'IL DEVIENT POSSIBLE DE FAIRE BOUGER LES CHOSES."

UNE INVITATION À "OSER"

Au terme de cette publication, il n'est pas possible d'arriver à "une conclusion", ce n'était d'ailleurs pas l'objectif. Il nous semble plus opportun, pour faire de cette publication une aide à la réflexion et au choix d'un mode d'action, de souligner plusieurs dimensions qui traversent les différentes approches présentées dans les pages précédentes. En effet, avec les éléments d'analyse proposés pour mieux appréhender les relations inscrites dans un contexte spécifique, avec une mise en évidence de changements profonds dans les modes d'organisation et dans les outils à notre portée, les quelques expériences présentées ne constituent pas des solutions. Elles montrent des chemins possibles car une situation est toujours spécifique et les acteurs locaux ont leur histoire et leur personnalité. Alors, si tout est relatif, cela signifie aussi qu'il existe quantité d'options… et heureusement !

Cette publication reste une invitation à poursuivre la réflexion, mais surtout à « nous sentir plus forts pour oser initier une démarche qui nous corresponde ». C'est pour cette raison que nous terminons ce document en soulignant plusieurs affirmations.

Rien n'est figé !

Collaborer, lutter, s'opposer, nier, revendiquer… On l'a vu, il y a de multiples façons de rentrer en relation. Ces relations évoluent au fil du temps et des personnes, rien n'est figé définitivement. Des oppositions farouches peuvent se transformer en collaborations fructueuses… à condition que chacun reste ouvert et puisse revenir sur ses positions.

D'ailleurs, quand il y a des animateurs de la démarche de participation, leur rôle doit aussi évoluer et s'adapter, comme le souligne Magalie Nonjon : « *C'est un jeu d'élastiques de forces inter-agissantes. Il contribue ainsi à formaliser le rôle que doit occuper dans ce triangle l'équipe d'animation et par extension celui du "professionnel de la participation". Au centre du triangle, l'animateur doit, selon lui, jouer le rôle de "médiateur", de "traducteur" et de "facilitateur" afin d'éviter toute instrumentalisation, mais également être dans une fonction de "déstabilisation/restabilisation", afin d'éviter le consensus mou.* » .

Droit à l'erreur, mais aussi droit à l'utopie collective

Des citoyens ont osé proposer une alternative à Saillans, lancer la liste Agora, faire face aux autorités locales pour créer les conditions du dialogue… Si eux l'ont fait, alors c'est possible… Oui, sans aucun doute, il est toujours possible d'ouvrir de nouveaux chemins, de profiter d'opportunités comme déjà

dit. Mais cela exige de l'humilité car, en se lançant dans une nouvelle démarche, on n'est jamais sûr de son succès… d'ailleurs, il nous semble préférable de ne pas se fixer trop tôt des résultats précis à atteindre, mais de d'abord (se) créer de nouvelles références et lancer des premières étapes.

C'est là le rôle positif de l'utopie : « *L'utopie est une représentation d'une société idéale sans défaut contrairement à la réalité. C'est un genre d'apologue qui se traduit, dans les écrits, par un régime politique idéal, une société parfaite ou encore une communauté d'individus vivant heureux et en harmonie, souvent écrites pour dénoncer les injustices et dérives de leurs temps.* » (Source : Wikipédia).

Cette utopie, elle incite à oser, à déconstruire et sortir des schémas classiques, à proposer le début de nouveaux chemins sans se focaliser sur le point d'arrivée précis. Mais, du coup, le droit à l'erreur en fait intégralement partie, sinon aucune expérimentation n'est possible. Néanmoins, toutes les expériences et pistes proposées se basent sur des utopies collectives et donc débattues à partir de plusieurs personnes et points de vue.

Dépasser la somme des intérêts particuliers

En parlant d'utopie collective, on fait le pari d'une construction qui va au-delà de juxtaposer – voire additionner – des intérêts individuels.

Nicolas Hulot, dans une interview pour le film "Après-Demain" de Cyril Dion parle de la démocratie qui nous confronte constamment à entendre l'opposition. Pour lui, « *le problème dans cette démocratie, c'est la confrontation des intérêts particuliers à l'intérêt général (…)* ». Cette observation pose la question de savoir comment se fait l'articulation entre les différents groupes défendant des intérêts et des points de vue différents – souvent contradictoires – et les personnes chargées de décider "au nom de l'intérêt général". Les "nouvelles" formes de participation citoyenne et d'organisation obligent en tout cas les représentants à repenser leurs rapports et leurs relations avec les citoyens, et à imaginer de nouvelles manières de dialoguer plus "directes".

L'interview de Nicolas Hulot remet au cœur de la réflexion la construction de l'intérêt général. Nous pensons que celle-ci est toujours le fruit d'un processus collectif qui passe par de la confrontation, des désaccords, mais aussi de la complémentarité et du renforcement mutuel. Toutes les expériences présentées, à des stades et des échelles différentes, montrent cette recherche et chacune trace son propre chemin.

Se relier, se reconnaître… la technologie peut nous rapprocher, mais pas toute seule

Qu'il s'agisse de construire un horizon commun ou les premiers pas d'un nouveau chemin, il faut se parler et se reconnaître entre citoyens, avec les élus, avec les services publics, avec les acteurs du territoire. Les nouveaux outils développés apportent une incroyable opportunité, mais ne suffisent certainement pas.

Les médiations humaines sont plus essentielles que les médiations techniques. Derrière les outils qu'on nous présente, on nous montre aussi une certaine conception de la citoyenneté, notamment celle d'un citoyen individualiste, prompt à faire valoir ses intérêts. Il nous faut veiller à ne pas tendre vers une démocratie individualiste, qui considère le citoyen comme un individu consommateur d'un service pour faire valoir son seul point de vue personnel.

Nous sommes persuadés de l'importance des nouveaux moyens mis à disposition de tous, mais une fois de plus, l'attitude et la manière de les utiliser restent des fondamentaux. Il s'agit bien de moyens au service d'une construction collective : ne leur donnons donc pas le pouvoir qu'ils n'ont pas, mais servons-en nous pour qualifier les espaces (pas nécessairement limités à la forme des débats habituels), pour toucher d'autres personnes et alimenter les contenus avec d'autres modes d'expression.

Accepter que des questions restent ouvertes

Á ce stade, nous ne prétendons pas avoir répondu à tout et plusieurs questions nécessitent encore d'être approfondies. Par exemple :

- Est-il toujours nécessaire d'avoir des corps intermédiaires tels que des associations pour "faciliter" les échanges, le débat ou la co-construction entre citoyens et politiques ?

- Ne devrions-nous pas repenser complètement la façon de se relier et dialoguer en imaginant d'autres formes que les espaces existants (débats, parlement, ateliers participatifs…) ?

- Est-il encore pertinent de faire la distinction entre citoyens et représentants si les frontières tendent à se "brouiller" ?

- L'échelon communal est-il le plus opportun pour donner de la place aux initiatives et mouvements citoyens, en cherchant à privilégier le contact avec les élus locaux ? Les relations locales sont-elles réellement plus simples ?

Bien d'autres interrogations pourraient encore être formulées… et tant mieux car elles ouvrent encore de nouveaux chemins possibles. Ces questions ne doivent pas avoir trouvé de réponse pour oser se lancer, car c'est aussi par l'expérimentation que nous pourrons les approfondir ou reformuler ensemble.

Pour l'heure, nous pensons qu'il est essentiel de poursuivre les expérimentations en initiant de nouvelles formes de relations entre citoyens, entre élus et citoyens afin de tendre vers cette société "utopique" plus démocratique, davantage à l'écoute et à la prise en compte de toutes et tous.

© : E. Cappellin, Liste participative et citoyenne de Saillans, février 2014.

Depuis sa création en 1998 à partir d'expériences menées au Brésil, l'association Periferia porte le projet d'une démocratie participative, en veillant à promouvoir la diversité des capacités de chaque acteur et à rééquilibrer les pouvoirs d'influence des différents acteurs sur/dans les espaces de prise de décisions. Pour ce faire, Periferia met en place et anime des espaces publics de débat, c'est-à-dire des ateliers et des rencontres multi-acteurs, qui visent à construire collectivement des projets, des actions, des démarches, toujours en lien avec la vie en société et les modes d'organisation collectifs. De cette manière, l'association cherche à influencer les décisions en intégrant divers points de vue et en veillant plus particulièrement aux acteurs généralement oubliés. Elle agit également à travers des accompagnements et appuis méthodologiques de structures diverses (associations, collectifs, institutions et administrations publiques), des formations et la production de publications à vocation pédagogique dans le cadre du décret de l'Éducation Permanente.

Retrouvez et téléchargez gratuitement cette publication ainsi que toutes les autres sur www.periferia.be

Une publication de Periferia dans le cadre de l'Education permanente

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES